

*L'article 52 du Règlement*

Nous ne pouvons cependant protéger notre environnement seulement quand c'est la vogue. Nous ne pouvons pas soutenir un développement durable seulement quand une nouvelle tendance émerge. Nous ne pouvons pas nous inquiéter des déversements de pétrole seulement quand ils font la manchette aux nouvelles nationales. Nous ne pouvons être en faveur des questions écologiques qu'en autant qu'elles n'entrent pas en conflit avec les intérêts multinationaux.

Les Canadiens ont raison de s'inquiéter. La même chose peut se produire chez nous. Nous voulons savoir si le gouvernement est préparé. Le gouvernement a de bien piètres états de service en matière d'environnement. Nous ne croyons pas un instant qu'il a étudié la question. Nous ne croyons pas un instant qu'il est prêt à faire face aux effets qu'aura la catastrophe et qu'elle pourrait avoir sur notre côte ouest.

Chaque jour une cinquantaine de superpétroliers naviguent dans ces eaux, de l'Alaska jusqu'au continent américain, et des centaines de plus petits pétroliers passent par le détroit de Juan de Fuca et celui de Géorgie.

Le ministre des Pêches a déclaré que la situation est imprévisible et qu'il est impossible de savoir qu'elle peut se produire. Or, des experts nous ont toujours dit que ce n'était qu'une question de temps avant que ce genre de catastrophe ne survienne.

**Des voix: Bravo!**

**M. Turner (Vancouver-Quadra):** Lorsque nous étions au pouvoir, nous étions toujours à l'affût des risques de déversement de pétrole sur la côte ouest. En 1972, nous avons imposé le moratoire sur l'exploration et la mise en valeur de pétrole au large de la côte ouest. En 1977, nous avons signé avec les États-Unis une entente visant à garder les pétroliers très loin des côtes. En 1984, ce gouvernement-ci, cédant aux pressions de l'industrie, a recommandé que nous autorisions l'exploration de pétrole. Bien entendu, depuis l'accident, le gouvernement de la Colombie-Britannique a prolongé ce moratoire cinq années encore.

Les plans d'urgence paraissent toujours bien sur papier. Exxon a déclaré aux résidents de Valdez et de Cordova qu'elle avait des plans de ce genre en cas d'urgence. Les habitants de l'Alaska demandent maintenant ce qui s'est produit, pourquoi ces plans ne se sont pas matérialisés, pourquoi l'État de l'Alaska n'était pas prêt à toute éventualité, pourquoi la Garde côtière n'était pas prête elle non plus, ce qui était advenu du consortium pétrolier mobilisant l'oléoduc et acheminant des millions de barils de pétrole vers le sud, le long de la côte ouest et, enfin, ce qu'il était advenu de la stratégie adoptée? A notre tour, nous posons les mêmes questions à notre

gouvernement. Quels sont les plans d'urgence au cas où cela se produirait sur nos côtes est, ouest ou nord?

• (2100)

Le ministre des Pêches et des Océans a répété qu'il s'agit d'un accident sans précédent. En 1972, le rapport de la Garde côtière américaine prédisait, cinq ans avant l'achèvement de l'oléoduc de l'Alaska, qu'il se produirait vraisemblablement un accident par année dans la baie de Prince-William. Voilà ce que pensait la Garde côtière des États-Unis plusieurs années avant que ne commence ce transport du pétrole.

Le gouvernement canadien ne sait même pas de façon certaine à quelle distance des eaux canadiennes se trouve la marée noire. Je demande aux ministres concernés quelle preuve ils ont que nos côtes sont protégées. Je crois que nous pouvons non seulement apprendre quelque chose du désastre actuel. Nous disposons peut-être d'un certain délai pour nous préparer à lutter contre ses répercussions sur les côtes canadiennes.

Nous nous sommes engagés à respecter l'idéal du développement viable. Cela figure dans le discours du Trône. Le ministre de l'Environnement est maintenant chargé d'une mission très importante. Cet engagement est mis à l'épreuve. Je lui dis que nous sommes exposés à de grands dangers. Il nous faut maintenant tenir avec les États-Unis des négociations à un niveau supérieur sur la façon dont nous transporterons le pétrole à partir du versant nord.

[Français]

Ce n'est pas seulement une question d'ambiance, ce n'est pas une question de chef d'État. Notre premier ministre (M. Mulroney) n'est pas chef d'État, mais il se présume. Mais de toute façon, il est chef du gouvernement.

Maintenant, ce n'est pas le temps pour les conversations générales, échanger les compliments réciproques. C'est une question de demander au président des États-Unis, comment le président peut mobiliser le gouvernement fédéral ainsi que le gouvernement de l'État d'Alaska, ainsi que les forces fédérales sur la côte ouest des États-Unis pour coordonner leurs efforts. Tous les rapports, soit du *New York Times*, soit du *Washington Post*, le *Los Angeles Times*, je les ai tous lus, sont d'accord pour dire que les efforts du gouvernement fédéral des États-Unis n'étaient pas suffisants, que l'État d'Alaska n'était pas préparé, que la compagnie Exxon n'était pas préparée non plus pour contenir les effets de la tragédie.

Maintenant, nous sommes des voisins, nous sommes de bons voisins. Nous partageons ses côtes, ses eaux. Maintenant, c'est le temps pour le premier ministre de téléphoner à son ami, M. Bush, en disant: Monsieur le président, les conséquences pour nous, à tous les deux,